

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

In Process

Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes | 84082 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Alicia Jones, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

In Process

Signature \_\_\_\_\_ Date 30 septembre 2024 \_\_\_\_\_

# Table des matières

**États financiers audités**

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

**Renseignements financiers non audités**

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

In Process

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la  
Municipalité de l'Isle-aux-Allumettes

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de l'Isle-aux-Allumettes (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

In Process

Dignard Thibault CPA Inc.  
Par Simon Thibault, CPA auditeur  
Val-des-Monts, Québec  
Le 30 septembre 2024

# ÉTAT DES RÉSULTATS

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	2 485 596	2 560 222	2 479 704
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 528	22 179	24 352
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 309 967	6 160 883	1 034 258
Services rendus	5	41 048	185 084	182 652
Imposition de droits	6	142 000	213 841	252 016
Amendes et pénalités	7	5 000	4 056	3 367
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	30 000	30 033	46 100
Autres revenus	10	52 375	79 829	49 482
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 088 514	9 256 127	4 071 931
Charges				
Administration générale	14	902 994	999 928	979 586
Sécurité publique	15	508 966	579 805	485 154
Transport	16	933 736	1 141 209	1 145 303
Hygiène du milieu	17	530 536	806 142	629 057
Santé et bien-être	18	20 960	16 502	17 334
Aménagement, urbanisme et développement	19	210 298	215 934	234 897
Loisirs et culture	20	169 870	194 530	171 119
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	8 851	123 136	8 512
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 286 211	4 077 186	3 670 962
Excédent (déficit) de l'exercice	25	802 303	5 178 941	400 969
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		7 664 261	7 263 292
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		7 664 261	7 263 292
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		12 843 202	7 664 261

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		
Débiteurs (note 5)	2	6 189 084	1 578 582
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 189 084	1 578 582
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	36 708	14 716
Emprunts temporaires (note 9)	10	7 263 497	270 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 073 734	256 626
Revenus reportés (note 11)	12	197 328	171 398
Dette à long terme (note 12)	13	135 867	152 716
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	8 707 134	865 456
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(2 518 050)	713 126
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	15 325 694	6 915 577
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	33 751	33 751
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 807	1 807
	23	15 361 252	6 951 135
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	12 843 202	7 664 261
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	12 843 202	7 664 261
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	12 843 202	7 664 261
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2023</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	802 303	5 178 941	400 969
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	8 985 093)(	680 031)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		574 976	346 235
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(8 410 117)	(333 796)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			13 296
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13			13 296
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	802 303	(3 231 176)	80 469
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		713 126	632 657
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		713 126	632 657
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(2 518 050)	713 126

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 178 941	400 969
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	574 976	346 235
Autres			
▪	3.1		
	4	5 753 917	747 204
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(4 610 502)	4 428
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	817 108	(18 721)
Revenus reportés	8	25 930	(66 025)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		13 296
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12		
	13	1 986 453	680 182
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	( 8 985 093)	( 680 031)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	( )	( )
	18	(8 985 093)	(680 031)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23		
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	( 17 600)	( 17 100)
Variation nette des emprunts temporaires	26	6 993 497	20 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	751	752
Autres			
▪	28.1		
	29	6 976 648	3 652
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(21 992)	3 803
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(14 716)	(18 519)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	(14 716)	(18 519)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	(36 708)	(14 716)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

#### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de L'Isle-aux-Allumettes existe en vertu de la Code municipal du Québec (L.R.Q., chap. C-27.1).

#### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

##### A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

##### a) Périmètre comptable

S/O

##### b) Partenariats

Par entente intermunicipale, la municipalité participe dans un partenariat avec les municipalités de Chichester et Sheenboro : Joint Fire Safety Services Agreement à raison de 50 % des dépenses en investissement et de fonctionnement.

##### B) Comptabilité d'exercice

###### *Estimations comptables*

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

##### C) Actifs financiers

###### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et équivalent de trésorerie les soldes bancaires.

##### D) Passifs

###### **Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable. Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée. Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation. Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

#### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

#### **Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux, fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques et autres fonds spécifiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

#### **E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

##### *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation, à compter de la date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructure 10, 20 et 40 ans

Bâtiments 40 ans

Véhicules 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers 10, 15 et 20 ans

Équipements informatique 5 ans

*Moins-value*

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieur à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

#### *Les propriétés destinées à la revente*

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

### **F) Revenus**

#### *Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

### **G) Avantages sociaux futurs**

S/O

### **H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S/O

### **I) Instruments financiers**

#### **Comptabilisation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

#### J) Autres éléments

##### *Affectations*

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

### 3. Modification de méthodes comptables

#### **Adoption initiale - instruments financiers (chapitre SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP1201)**

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers. Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur sa dette à long terme. Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

#### **Adoption initiale - obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)**

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées. Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	( 36 708)( 14 716)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6</b>	<b>(36 708) (14 716)</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

**Note**

**5. Débiteurs**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Taxes municipales	9	176 182 218 120
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	50 935 50 935
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 291 600 954 543
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	515 618 98 461
Organismes municipaux	13	94 488 178 171
Autres		
▪ Mutations	14.1	36 843 62 621
▪ Intérêts	14.2	23 418 15 731
	15	6 189 084 1 578 582
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	131 770 16 887
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 045 633 294 998
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	600 061
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	26	114 197 42 597
	27	5 291 600 954 543

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

**Note****8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

**Note****9. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire dont le montant total autorisé correspond à 800 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 1,00 % (7,20 % 5,25 % au 31 décembre 2022) et renouvelable annuellement. Le montant non utilisé au 31 décembre 2023 correspond à 750 000 \$.

**10. Crédoeurs et charges à payer**

		2023	2022
Fournisseurs	41	131 550	88 340
Salaires et avantages sociaux	42	38 474	34 306
Dépôts et retenues de garantie	43	806 061	94 142
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	45.1	21 558	26 325
▪ Gouvernement du Canada	45.2	7 474	9 445
▪ Organismes municipaux	45.3	68 144	3 595
▪ Intérêts courus DLT	45.4	473	473
	46	1 073 734	256 626

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 4	52.1	17 034	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Fire dept. funds	60.1	10 294	11 398
▪ Fire dept. capital reserve	60.2	170 000	160 000
	61	197 328	171 398

**Note****12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	2,00	2030	2030	62	136 900	154 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	136 900	154 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 1 033)	( 1 784)
					72	135 867	152 716

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2023</b>
		<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location- acquisition</b>	<b>Autres</b>	
2024	73		18 000			18 000
2025	74		18 500			18 500
2026	75		19 100			19 100
2027	76		19 500			19 500
2028	77		20 000			20 000
2029 et plus	78		41 800			41 800
	79		136 900			136 900
Intérêts et frais accessoires	80		( )		( )	
	81		136 900			136 900

**Note**

**13. Avantages sociaux futurs**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	41 877	45 003
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	41 877	45 003

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	(	)(
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

In Process

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**15. Immobilisations corporelles**

		<b>Solde au début</b>	<b>Addition</b>	<b>Cession / Ajustement</b>	<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	102	4 823 651	6 031 628		10 855 279
Eaux usées	103	371 001			371 001
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	4 516 187	2 858 079		7 374 266
Autres					
▪ Autres	105.1	604 387	82 966		687 353
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	829 410			829 410
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 116 188			1 116 188
Ameublement et équipement de bureau	110	69 146			69 146
Machinerie, outillage et équipement divers	111	362 864	12 420		375 284
Terrains	112	32 030			32 030
Autres	113				
	114	12 724 864	8 985 093		21 709 957
Immobilisations en cours	115	152 389			152 389
	116	12 877 253	8 985 093		21 862 346
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	117	2 033 504	275 156		2 308 660
Eaux usées	118	274 187	4 539		278 726
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	1 955 730	184 357		2 140 087
Autres					
▪	120.1	198 553	16 676		215 229
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	437 450	19 738		457 188
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	725 047	59 290		784 337
Ameublement et équipement de bureau	125	56 212	1 328		57 540
Machinerie, outillage et équipement divers	126	280 993	13 892		294 885
Autres	127				
	128	5 961 676	574 976		6 536 652
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	129	6 915 577			15 325 694
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	132				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	33 751	33 751
	136	33 751	33 751
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	33 751	33 751

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	139.1				
	140				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	141.1				
	142				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	143				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurances, licences	144.1	1 807	1 807
Autres			
▪	145.1		
	146	1 807	1 807

**Note****19. Obligations contractuelles**

La municipalité de L'Isle-aux-Allumettes s'est engagée, d'après des contrats de déneigement échéants en 2024, à verser une somme totale de 169 332 \$.

Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat pour le prochain exercice est de 169 332 \$

**20. Droits contractuels**

S/O

**21. Passifs éventuels**

S/O

**A) Cautionnements et garanties**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	147.1		
	148		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪	149.1		
	150		
	151		

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme consolidée de la municipalité régionale de comté de Pontiac. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme consolidée attribuable à la municipalité s'élève à 356 254 \$.

**B) Auto-assurance**

S/O

**C) Poursuites**

S/O

**D) Autres**

S/O

**22. Actifs éventuels**

S/O

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**24. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires.

**25. Instruments financiers**

**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation) et subventions à recevoir. L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

### Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des taxes municipales, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	255 010	459 923
Moins la provision pour créances douteuses	0	0
	255 010	459 923

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	7 263 497	—	—	—	7 263 497
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	—	—	—	—	—
Intérêts courus à payer	2 851	6 239	4 542	8 272	21 904
Dettes	18 000	37 600	19 500	61 800	136 900
	7 284 037	45 841	24 622	66 495	7 420 995

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<b>2022</b>	<b>Moins d'un an</b>	<b>De 1 à 3 ans</b>	<b>De 4 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Emprunt temporaire	270 000	—	—	—	270 000
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	—	—	—	—	—
Intérêts courus à payer	2 540	8 241	5 124	4 695	20 598
Dettes	17 600	36 500	19 100	81 300	154 500
	290 140	44 741	24 224	85 995	445 098

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

### Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<b>2023</b>			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<b>Actifs financiers</b>	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
<b>Passifs financiers</b>			
Emprunts temporaires	—	7 263 497	7 263 497
Dettes	136 900	-	136 900
<b>2022</b>			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
<b>Passifs financiers</b>			
Emprunts temporaire	-	270 000	270 000
Dettes	154 500	-	154 500

In Process

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		<b>Budget 2023</b>		<b>Réalizations 2023</b>		<b>Réalizations 2022</b>
		<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Total</b>	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	2 485 596	2 560 222		2 560 222	2 479 704
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 528	22 179		22 179	24 352
Quotes-parts	3					
Transferts	4	726 967	704 346		704 346	788 445
Services rendus	5	41 048	185 084		185 084	182 652
Imposition de droits	6	142 000	213 841		213 841	252 016
Amendes et pénalités	7	5 000	4 056		4 056	3 367
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	30 000	30 033		30 033	46 100
Autres revenus	10	52 375	79 829		79 829	49 482
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	3 505 514	3 799 590		3 799 590	3 826 118
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	583 000	5 456 537		5 456 537	245 813
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	583 000	5 456 537		5 456 537	245 813
	22	4 088 514	9 256 127		9 256 127	4 071 931
<b>Charges</b>						
Administration générale	23	902 994	986 996	12 932	999 928	979 586
Sécurité publique	24	508 966	546 309	33 496	579 805	485 154
Transport	25	933 736	913 724	227 485	1 141 209	1 145 303
Hygiène du milieu	26	530 536	519 017	287 125	806 142	629 057
Santé et bien-être	27	20 960	16 502		16 502	17 334
Aménagement, urbanisme et développement	28	210 298	210 505	5 429	215 934	234 897
Loisirs et culture	29	169 870	186 021	8 509	194 530	171 119
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	8 851	123 136		123 136	8 512
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		574 976	( 574 976 )		
	34	3 286 211	4 077 186		4 077 186	3 670 962
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	35	802 303	5 178 941		5 178 941	400 969

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	802 303	5 178 941	400 969
Moins : revenus d'investissement	2 (	583 000)(	5 456 537)(	245 813)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	219 303	(277 596)	155 156
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4		574 976	346 235
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		574 976	346 235
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			13 295
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			13 295
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	17 600)(	17 600)(	17 100)
	18	(17 600)	(17 600)	(17 100)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	274 000)(	87 559)(	394 979)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	72 297	72 297	185 867
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(201 703)	(15 262)	(209 112)
	26	(219 303)	542 114	133 318
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		264 518	288 474

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	5 456 537	245 813
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	)(	171 437)
Sécurité publique	3 (	)(	)
Transport	4 (	2 328 114)(	356 205)
Hygiène du milieu	5 (	6 574 013)(	152 389)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 629)(	)
Loisirs et culture	8 (	78 337)(	)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	8 985 093)(	680 031)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	)(	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	87 559	394 979
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	618 678	
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	706 237	394 979
	20	(8 278 856)	(285 052)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(2 822 319)	(39 239)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		<b>Budget</b>	<b>Réalizations</b>	
		<b>2023</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	835 566	966 589	859 040
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	170 827	188 128	186 558
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 760 506	1 708 572	1 784 496
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 351	115 345	3 138
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	11		751	751
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	7 500	7 040	4 623
<b>Contributions</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	492 961	492 959	468 621
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	17 500	22 800	17 500
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19		575 002	346 235
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
▪	21.1			
	22	3 286 211	4 077 186	3 670 962

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	596 576	1 036 705
Excédent de fonctionnement affecté	2	158 870	145 197
Réserves financières et fonds réservés	3		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(3 134 789)	(312 469)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	15 222 545	6 794 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	12 843 202	7 664 261
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	596 576	1 036 705
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	596 576	1 036 705
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Affectation année suivante	12.1	69 520	72 297
▪ Infrastructure incendie	12.2	70 000	60 000
▪ Élection	12.3	19 350	12 900
	13	158 870	145 197
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	14.1		
	15		
	16	158 870	145 197

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
	32	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(
Autres		
▪	50.1 (	)(
	51 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(
Autres		
▪	56.1 (	)(
	57 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	)(



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 (	3 134 789)(	312 469)
	67	(3 134 789)	(312 469)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	15 325 694	6 915 577
Propriétés destinées à la revente	69	33 751	33 751
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	15 359 445	6 949 328
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	15 359 445	6 949 328
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	76 (	135 867)(	152 716)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	1 033)(	1 784)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	136 900)(	154 500)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)	)
	83 (	136 900)(	154 500)
	84	15 222 545	6 794 828

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2023	2022
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2023	2022
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( ) ( )	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( ) ( )	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( ) ( )	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( ) ( )	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	( ) ( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( ) ( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	41 877	45 003
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	41 877	45 003

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

**2023**                      **2022**

---

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117 \_\_\_\_\_

**Description du régime**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>			
	118		
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

**Note**

**Renseignements financiers non audités**  
**In Process**

## ANALYSE DES REVENUS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**Non audité**

TAXES		Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 026 935	1 949 349
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	2 026 935	1 949 349
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	69 475	71 040
Égout	13	50 820	52 250
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	174 345	172 029
Autres			
▪ Incendie	16.1	184 041	181 597
▪ Taxe minimum	16.2	12 531	11 109
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	42 075	42 330
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	533 287	530 355
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	533 287	530 355
	27	2 560 222	2 479 704



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>			
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	2 028	2 028
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	2 505	
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	17 646	21 742
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	22 179	23 770
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	40		582
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		582
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	22 179	24 352

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	47		2 952
<b>Sécurité publique</b>			
Police	48		
Sécurité incendie	49		
Sécurité civile	50		
Autres	51		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	599 719	600 061
Enlèvement de la neige	53		
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63		
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66	3 894	6 866
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	77		
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79	8 625	78 210
Autres	80		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	81	2 137	1 997
Activités culturelles			
Bibliothèques	82		
Autres	83		
<b>Réseau d'électricité</b>	84		
	85	614 375	690 086

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	86		102 993
<b>Sécurité publique</b>			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	1 750 450	75 000
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	3 623 121	67 820
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>TRANSFERTS (suite)</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	120	82 966	
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
<b>Réseau d'électricité</b>	123		
	124	5 456 537	245 813

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	67 065	79 939
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	22 906	18 420
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134		
	135	89 971	98 359
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	136	<b>6 160 883</b>	<b>1 034 258</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>SERVICES RENDUS</b>			
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139	23 800	21 155
	140	23 800	21 155
<b>Sécurité publique</b>			
Police	141		
Sécurité incendie	142		
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	165	
Autres	166	
	167	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	168	
Rénovation urbaine	169	
Promotion et développement économique	170	
Autres	171	
	172	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	173	
Activités culturelles		
Bibliothèques	174	
Autres	175	
	176	
<b>Réseau d'électricité</b>	177	
	178	23 800
		21 155



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181	78 780	74 590
	182	78 780	74 590
<b>Sécurité publique</b>			
Police	183		
Sécurité incendie	184	3 614	2 750
Sécurité civile	185		
Autres	186	30 365	34 932
	187	33 979	37 682
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	188	25 767	20 705
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196	25 767	20 705
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197	5 640	5 220
Réseau de distribution de l'eau potable	198		
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201	13 604	22 900
Matières recyclables	202		
Autres	203	814	
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205		
Autres	206		
	207	20 058	28 120

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)		Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		
	216		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	217	250	100
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219	2 450	300
	220	2 700	400
<b>Réseau d'électricité</b>			
	221		
	222	161 284	161 497
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	223	185 084	182 652

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	224	96 077	78 125
Droits de mutation immobilière	225	117 764	173 891
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228	213 841	252 016
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	229	4 056	3 367
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	230		
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	231	30 033	46 100
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		3 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238	8 110	
Autres contributions	239		
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	71 719	46 482
	242	79 829	49 482
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	243		

# ANALYSE DES CHARGES

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

		Sans ventilation de l'amortissement	Réalisations 2023 Ventilation de l'amortissement	Total	Réalisations 2022
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
Conseil	1	85 155		85 155	77 623
Greffé et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	539 605	12 932	552 537	513 566
Évaluation	4	146 260		146 260	135 149
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Autres dépenses	6.1	215 976		215 976	253 248
	7	986 996	12 932	999 928	979 586
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
Police	8	284 334		284 334	271 421
Sécurité incendie	9	207 929	30 656	238 585	193 367
Sécurité civile	10	39 608	2 840	42 448	6 189
Autres	11	14 438		14 438	14 177
	12	546 309	33 496	579 805	485 154
<b>TRANSPORT</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	589 484	220 698	810 182	844 438
Enlèvement de la neige	14	307 664	6 787	314 451	287 538
Éclairage des rues	15	9 564		9 564	8 972
Circulation et stationnement	16	7 012		7 012	4 355
Transport collectif					
Transport en commun	17				
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21	913 724	227 485	1 141 209	1 145 303

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

			Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	10 580		10 580	28 923
Réseau de distribution de l'eau potable	23	73 871	255 556	329 427	163 174
Traitement des eaux usées	24	59 428	24 541	83 969	78 461
Réseaux d'égout	25	16 841		16 841	7 966
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	151 956		151 956	139 622
Élimination	27	142 957		142 957	142 767
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	55 071	7 028	62 099	59 663
Tri et conditionnement	29				
Matières organiques					
Collecte et transport	30	3 513		3 513	3 679
Traitement	31				
Matériaux secs	32				
Autres	33	4 800		4 800	4 802
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37				
Autres	38				
	39	519 017	287 125	806 142	629 057
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	40				
Sécurité du revenu	41				
Autres	42	16 502		16 502	17 334
	43	16 502		16 502	17 334

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		Sans ventilation de l'amortissement	Réalisations 2023 Ventilation de l'amortissement	Total	Réalisations 2022
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	207 405	5 429	212 834	229 698
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47				
Tourisme	48	3 100		3 100	5 199
Autres	49				
Autres	50				
	51	210 505	5 429	215 934	234 897
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	18 277	6 490	24 767	104 219
Patinoires intérieures et extérieures	53				
Piscines, plages et ports de plaisance	54	78	2 019	2 097	541
Parcs et terrains de jeux	55				
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	86 063		86 063	45 610
	59	104 418	8 509	112 927	150 370
Activités culturelles					
Centres communautaires	60	3 597		3 597	6 208
Bibliothèques	61	15 906		15 906	14 541
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	62 100		62 100	
	65	81 603		81 603	20 749
	66	186 021	8 509	194 530	171 119

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

			Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	67				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	68	115 345		115 345	3 138
Autres frais	69	751		751	751
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71	7 040		7 040	4 623
	72	123 136		123 136	8 512
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	73				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	74	574 976 (	574 976)		

In Process



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2023**

**In Process**

Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes | 84082 |

# Table des matières

**Autres renseignements financiers non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

**Autres renseignements**

Questionnaire	12
---------------	----

In Process

**Autres renseignements financiers non audités**

**In Process**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	6 574 013	152 389
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 328 114	356 205
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		171 437
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21	82 966	
	22	8 985 093	680 031

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**Non audité**

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	6 574 013	152 389
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	2 328 114	356 205
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	82 966	171 437
	12	8 985 093	680 031

In Process

## ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**Non audité**

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	154 500		17 600	136 900
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	154 500		17 600	136 900
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	154 500		17 600	136 900
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	154 500		17 600	136 900

**Note**

## ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

### Non audité

#### Administration municipale

Dette à long terme	1	136 900
--------------------	---	---------

#### Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 134 789
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪</li> </ul>	5.1	
---	-----	--

#### Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

<ul style="list-style-type: none"> <li>▪</li> </ul>	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	3 271 689
---	----	-----------

#### Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	13	
--	----	--

Endettement net à long terme	14	3 271 689
------------------------------	----	-----------

#### Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	356 254
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	3 627 943
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 627 943
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

## ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**Non audité**

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	146 260	135 149
Autres	3	164 378	135 594
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4		
Sécurité incendie	5	29 243	25 560
Sécurité civile	6		
Autres	7	11 587	13 406
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8	15 521	17 893
Transport collectif	9		
Autres	10		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	25 996	28 396
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	16		
Autres	17		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	99 974	112 623
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
<b>Réseau d'électricité</b>	24		
	25	492 959	468 621



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 985 093	680 031
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 985 093	680 031

In Process

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année<sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1						
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,00	35,00	9 277,00	324 700	71 097	395 797
Cols bleus	4	14,00	40,00	14 006,00	490 195	103 868	594 063
Policiers	5						
Pompiers	6	28,00	0,75	110,00	81 779	8 310	90 089
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	47,00		23 393,00	896 674	183 275	1 079 949
Élus	9	7,00			69 915	4 853	74 768
	10	54,00			966 589	188 128	1 154 717

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		3 225 695	397 426		3 623 121
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	695 721	1 750 450		91 591	2 537 762
	7	695 721	4 976 145	397 426	91 591	6 160 883

In Process

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Non audité**

		2023	2022
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 040	4 623
	4	7 040	4 623
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	36 691	
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	36 691	
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	79 405	3 889
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	79 405	3 889
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	123 136	8 512

## Non audité

### Note

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**Non audité****OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 \_\_\_\_\_ \$

**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 \_\_\_\_\_ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 24 : Libres

20 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \_\_\_\_\_ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \_\_\_\_\_ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \_\_\_\_\_ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \_\_\_\_\_ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \_\_\_\_\_ \$

**Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement**

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 \_\_\_\_\_ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 \_\_\_\_\_ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 \_\_\_\_\_ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 \_\_\_\_\_ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 \_\_\_\_\_ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 \_\_\_\_\_ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 \_\_\_\_\_ \$

- b) autres formes d'aide

42 \_\_\_\_\_ \$

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

#### 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43  \$

#### 10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 599 719 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

##### a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 307 664 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 2 054 448 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

Systèmes de drainage

51 \$

Abords de routes

52 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 2 054 448 \$

##### b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 \$

##### c) Total des frais encourus admissibles

56 2 362 112 \$

##### d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

##### a) Numéro de la résolution

57 183-23/11

##### b) Date d'adoption de la résolution

58 2023-11-07



## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2015-19/11
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-05
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 \_\_\_\_\_
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 \_\_\_\_\_
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 \_\_\_\_\_
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 \_\_\_\_\_
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 \_\_\_\_\_
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 \_\_\_\_\_
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 \_\_\_\_\_
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 \_\_\_\_\_
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 \_\_\_\_\_
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72 ☐ ☒

## QUESTIONNAIRE

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

#### La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

#### La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?  Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».  Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	1 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	2 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	3 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.		
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.		
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

In Process

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil :2024-09-30

Nom du signataire :Alicia Jones

Fonction du signataire :Directrice générale

Date de transmission au Ministère :

Date et heure de la dernière modification :2024-09-30 15:13

In Process

In Process

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

In Process

Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes | 84082 |

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	3 505 514	3 799 590	3 826 118
Investissement	2	583 000	5 456 537	245 813
	3	4 088 514	9 256 127	4 071 931
<b>Charges</b>	4	3 286 211	4 077 186	3 670 962
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	802 303	5 178 941	400 969
Moins : revenus d'investissement	6 (	583 000)(	5 456 537)(	245 813)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	219 303	(277 596)	155 156
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		574 976	346 235
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	17 600)(	17 600)(	17 100)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	274 000)(	87 559)(	394 979)
Excédent (déficit) accumulé	12	72 297	72 297	185 867
Autres éléments de conciliation	13			13 295
	14	(219 303)	542 114	133 318
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		264 518	288 474

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13



## SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		
Débiteurs	2	6 189 084	1 578 582
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	6 189 084	1 578 582
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	36 708	14 716
Dette à long terme	7	135 867	152 716
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	8 534 559	698 024
	10	8 707 134	865 456
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(2 518 050)	713 126
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations corporelles	12	15 325 694	6 915 577
Autres	13	35 558	35 558
	14	15 361 252	6 951 135
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	12 843 202	7 664 261

Extrait du rapport financier, page S8

In Process

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	596 576	1 036 705
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Affectation année suivante	2.1	69 520	72 297
▪ Infrastructure incendie	2.2	70 000	60 000
▪ Élection	2.3	19 350	12 900
	3	158 870	145 197
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	( )	( )
Financement des investissements en cours	12	(3 134 789)	(312 469)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	15 222 545	6 794 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	12 843 202	7 664 261

Extrait du rapport financier, page S23

## SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

### AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	3 271 689
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 627 943
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

## SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

### AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	136 900	154 500
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	136 900	154 500

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

## SOMMAIRE DES REVENUS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Budget	Réalisations
<b>Fonctionnement</b>			
Taxes	12	2 485 596	2 560 222
Compensations tenant lieu de taxes	13	22 528	22 179
Quotes-parts	14		
Transferts	15	726 967	704 346
Services rendus	16	41 048	185 084
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	147 000	217 897
Autres	18	82 375	109 862
	19	3 505 514	3 799 590
<b>Investissement</b>			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22	583 000	5 456 537
Autres	23		
	24	583 000	5 456 537
	25	4 088 514	9 256 127

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		<b>Réalisations 2023</b>		<b>Réalisations 2022</b>
		<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Total</b>
Administration générale	1	986 996	12 932	999 928
Sécurité publique				
Police	2	284 334		284 334
Sécurité incendie	3	207 929	30 656	238 585
Autres	4	54 046	2 840	56 886
Transport				
Réseau routier	5	913 724	227 485	1 141 209
Transport collectif	6			
Autres	7			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	8	160 720	280 097	440 817
Matières résiduelles	9	358 297	7 028	365 325
Autres	10			
Santé et bien-être	11	16 502		16 502
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	12	207 405	5 429	212 834
Promotion et développement économique	13	3 100		3 100
Autres	14			
Loisirs et culture	15	186 021	8 509	194 530
Réseau d'électricité	16			
Frais de financement	17	123 136		123 136
Effet net des opérations de restructuration	18			
	19	3 502 210	574 976	4 077 186
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	574 976 (	574 976)	
	21	4 077 186		3 670 962

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	5 456 537	245 813
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	8 985 093)(	680 031)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	87 559	394 979
Excédent accumulé	6	618 678	
	7	(8 278 856)	(285 052)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 822 319)	(39 239)

Extrait du rapport financier, page S14

In Process